



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **23 JUIN 2024**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PARCOLOG GESTION**

Rue du Petit Marteau prolongée  
ZI de la Barogne  
77230 Moussy-le-Neuf

Références : E-24 - **1373**  
Code AIOT : 0006520701

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement PARCOLOG GESTION implanté Rue du Petit Marteau prolongée ZI de la Barogne 77230 Moussy-le-Neuf. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par courriel du 4 avril 2024, l'exploitant a indiqué la mise en service de son installation d'entrepôt. En conséquence, la visite avait pour objectif de réaliser le récolement ICPE de ce site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARCOLOG GESTION
- Rue du Petit Marteau prolongée ZI de la Barogne 77230 Moussy-le-Neuf
- Code AIOT : 0006520701
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un entrepôt logistique disposant d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 2022 et d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires daté du 26 décembre 2023. Le site est actuellement classé à enregistrement au titre des rubriques 1510 et 4331 et à déclaration au titre des rubriques 2910, 2925 et 1185 de la nomenclature ICPE.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Mesure de bruit	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.1	Sans objet
4	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.1	Sans objet
5	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.4	Sans objet
6	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.4	Sans objet
7	Accessibilité du site	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.5	Sans objet
8	Accessibilité des engins de secours à proximité de	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'installation		
12	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.3	Sans objet
14	Étude de ruine	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 5.1.4	Sans objet
15	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 5.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre quelques justificatifs pour vérifier la conformité de son site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Local, sol, toiture
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les cellules :  Structure : minimum R60  Toiture : Broof-T3. Bandes incombustibles de protection M0 sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.  Locaux de charges :  Matériaux de classe M0 (incombustibles) Couverture incombustible  Chaufferie :  Matériaux de classe M0 (incombustibles) Sol du local incombustibles (classe A1) Structure : minimum R60 Toiture : Broof-T3
<b>Constats :</b>  Par courrier 16 mai 2024, l'exploitant a présenté une attestation de stabilité au feu des éléments réalisée par la société BEMACO. Cette attestation n'est ni datée ni signée.  Par courriel du 11 juin 2024, l'exploitant a transmis une nouvelle attestation de la société BEMACO datée et signée du 6 juin 2024. Celle-ci indique que, concernant la stabilité au feu, les poteaux des murs séparatifs coupe-feu sont REI 240, les murs séparatifs coupe-feu inter cellules sont REI 240, les murs séparatifs coupe-feu des locaux annexes sont REI 120, les poutres sont REI 120 et les pannes est REI 30.

Par ailleurs, le 11 juin 2024, la société Parcolog Gestion a également envoyé une attestation produite par la société FACE IDF et datée du 21 mai 2024 attestant du classement B ROOF T3 de la couverture du bâtiment.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Dispositions constructives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Murs et planchers

**Prescription contrôlée :**

**Murs et planchers C1 et C1bis**

Murs séparatifs entre les cellules 1 et 1bis et les cellules 1bis et 2 : REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) dépassant d'un mètre en toiture.

Murs extérieurs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), sauf (i) la façade Ouest REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) au niveau du local et de la cuve sprinkler, et (ii) la façade Nord constituée en bardage double peau et équipée de portes de quais.

**Murs et planchers C2, 3 et 4**

Murs séparatifs inter-cellules REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) dépassant d'un mètre en toiture.

Murs extérieurs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), sauf la façade Nord constituée en bardage double peau et équipée de portes de quais.

**Murs et planchers C5**

Mur séparatif avec la cellule 4 REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) dépassant d'un mètre en toiture.

Murs extérieurs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), sauf la façade Nord constituée en bardage double peau et équipée de portes de quais.

**Constats :**

Par courriel du 11 juin 2024, l'exploitant a transmis une nouvelle attestation de la société BEMACO datée et signée du 6 juin 2024. Celle-ci indique que les murs séparatifs coupe-feu inter cellules sont REI 240. Ce document ne donne pas de précisions concernant les murs extérieurs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier du caractère coupe-feu des murs extérieurs et justifier du respect des spécificités des façades Nord et Ouest.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Murs et planchers Locaux de charges
<b>Prescription contrôlée :</b>  Murs extérieurs et séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).
<b>Constats :</b>  Par courriel du 11 juin 2024, l'exploitant a fourni une attestation de la société BEMACO datée et signée du 6 juin 2024. Celle-ci stipule que les murs séparatifs coupe-feu entre l'entrepôt et les locaux annexes sont REI 120.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre des éléments attestant du caractère coupe-feu des murs extérieurs des locaux de charge.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Portes et fermetures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les cellules :  Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 ou (coupe-feu de degré 2 heures). Ces portes et fermetures EI 120 sont doublées dans les murs REI 240 afin de garantir le degré coupe-feu 4 heures  La façade Nord est équipée de portes à quai équipées de niveleurs de quai hydrauliques, de butoirs caoutchouc et de sas d'étanchéité.  Locaux de charges :  Portes EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) à fermeture automatique  Chaufferie :  Portes intérieures EI120 (coupe-feu de degré 2 heures) à fermeture automatique. Portes donnant vers l'extérieur au moins EI30 (coupe-feu de degré 0,5 heure)



**Constats :**

Par courriel du 16 mai 2024, l'exploitant a transmis un PV de résistance au feu daté de 2010 portant sur le modèle de porte installées. En complément, il a transmis un plan de repérage des différentes portes de ce modèle installées sur le site. Ces éléments attestent d'un degré coupe feu 2 h.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence de portes coupe-feu doublées au niveau des murs séparatifs de degrés coupe-feu 4 h.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Organisation des stockages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Espace libres

**Prescription contrôlée :**

Zone de préparation de commandes de 20 mètres de large (libre de racks) au niveau des quais de chargement.

A l'opposé, une zone libre de rack de 5 mètres entre les stockages et la paroi Sud du bâtiment

**Constats :**

Bien que non mesurées durant la visite, les dimensions de la zone de préparation des commandes et de la zone libre de rack à l'opposé semblent correspondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Organisation des stockages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Condition de stockage

**Prescription contrôlée :**

Dans la zone de stockage, les stockages sont organisés :  
en racks sur 7 niveaux maximum (sol + 6) pour une hauteur limitée à 11,60 mètres,  
ou en masse pour une hauteur limitée à 8 mètres (sauf pour la cellule 1bis).

Dans la zone de préparation :

le stockage s'effectue en masse sur deux hauteurs de palettes maximum,  
le stockage de produits, en particulier de produits dangereux (aérosols, produits inflammables, alcools, etc.), n'est pas autorisé en dehors des heures d'exploitation.

Chaque cellule peut accueillir un stockage de produits (denrées alimentaires) sous température contrôlée dans les mêmes conditions de stockage.

Les produits liquides et solides inflammables (1436, 1450, 4330 et 4331) sont stockés uniquement dans la cellule 1bis.

Les autres produits dangereux sont stockés dans les cellules 1 et 2, conformément aux dispositions prévues dans l'étude de dangers et dans le dossier de modifications, en termes de quantité maximale (inférieure au seuil de déclaration des rubriques concernées), de localisation et de mode de stockage (zone grillagée, regroupement, hauteur, rétention) notamment.

**Constats :**

Lors de la visite seules les cellules C2 et C3 étaient occupées. La cellule C4 n'était occupée que très partiellement et les cellules C1bis C5 étaient vides. La cellule C1 est une cellule de préparation des commandes.

Les zones de stockage en rack respectent le nombre de niveaux maximum prévues par l'arrêté préfectoral.

La cellule de préparation dispose bien de stockage en masse et respecte la hauteur maximale de stockage.

La cellule 1bis n'étant pas encore active, il n'a pas été constaté de produits liquides et solides inflammables (1436, 1450, 4330 et 4331).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Accessibilité du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Présence des accès

**Prescription contrôlée :**

Le site dispose de deux accès depuis le rond-point de la zone d'activité :  
un premier accès d'une largeur de 10 mètres, qui se scinde en deux accès, l'un pour les poids lourds et l'autre pour les véhicules légers,  
un deuxième accès exclusivement réservé aux services d'incendie et de secours, situé à 15 mètres de l'accès principal.

**Constats :**

Le site dispose bien deux accès conformes au dossier déposé et à l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 8 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de mise en station
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose de voies d'accès engins et de dix aires de mise en station des moyens aériens au droit de chaque mur coupe-feu et sur chaque façade, sauf : pour le mur coupe-feu séparatif entre les cellules 3 et 4 où l'aire Nord de mise en station des moyens aériens est positionnée au droit des bureaux en saillie de la façade, pour le mur coupe-feu séparatif entre les cellules 1bis et 2 où l'aire Nord de mise en station des moyens aériens n'est pas strictement positionnée au droit du mur coupe-feu, au regard de la présence de quais au niveau de la cellule 1bis.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté la conformité du site à cette prescription durant la visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestation installation des cuves
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction d'incendie est estimé à 1753 m <sup>3</sup> .  La rétention des eaux d'extinction incendie est assurée par : les quais pour un volume retenu de 193,51 m <sup>3</sup> : un linéaire de quais de 132 m sans que la hauteur de stockage au point le plus haut ne dépasse 20 cm (1,46 m <sup>3</sup> /ml), une cuve enterrée d'un volume de 2457 m <sup>3</sup> permettant de retenir les eaux pluviales de voiries, en cas d'orage vicennal, et les eaux d'extinction incendie, une cuve enterrée de 80 m <sup>3</sup> connectée à la précédente.  L'organisation mise en place par l'exploitant permet de s'assurer de la disponibilité permanente des cuves enterrées à recueillir le volume des eaux d'extinction incendie attendu.  Une vanne d'isolement à commande automatique et manuelle, asservie au système de détection incendie, est installée en aval de la dernière cuve enterrée pour assurer le confinement des eaux d'extinction incendie.  Avant saturation du volume de confinement des eaux d'extinction incendie, l'exploitant recourt à une société extérieure spécialisée dans le pompage des effluents, avec qui il aura préalablement établi une convention d'intervention. Ce document est intégré dans le plan de défense incendie de l'établissement.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a demandé le procès verbal d'installation de la rétention enterrée en amont de la visite. Ce document n'a pas été fourni.

Cependant, la visite du site a permis de constater la présence d'une vanne d'isolement installée en aval de la dernière cuve enterrée selon les plans présentés dans le cadre du porter à connaissance de 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre le procès verbal d'installation de la rétention enterrée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Poteaux incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Norme et mise en service

**Prescription contrôlée :**

Les poteaux incendie de DN 150 et DN 100 mis en place devront respecter les dispositions suivantes :

être conforme aux normes NF EN 14339 (février 2006) avec NF EN 14339/CN (décembre 2018) et NF EN 14384 (février 2006) avec NF EN 14384/CN (décembre 2018) ;

le débit et la pression mesurés individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant ne doivent pas être inférieurs à :

120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar sans dépasser 8 bars pour les hydrants de DN 150 ;

60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar sans dépasser 8 bars pour les hydrants de DN 100 ;

une matérialisation des aires de stationnement des engins (8 m x 4 m) associées à chaque point d'eau incendie. Les aires de stationnement des engins ne doivent pas empiéter sur la largeur libre de la voie engins.

Avant la mise en exploitation de l'installation, l'exploitant devra transmettre à monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours — service risques industriels et DECI – 56 avenue de Corbeil BP 70109 – 77001 MELUN CEDEX, une attestation délivrée par l'installateur des points d'eau faisant apparaître :

la conformité aux normes NF EN 14339 avec NF EN 14339/CN et NF EN 14384 avec NF EN 14384/CN ;

le débit et la pression mesurés individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant ne doivent pas être inférieurs à 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 150 et à 60m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100 sans excéder 8 bars ;

le débit simultané délivré par le réseau d'eau privé : celui-ci résulte de la somme des débits mesurés simultanément sur 3 appareils d'incendie de DN 150 avec un minimum de 120 m<sup>3</sup>/h par hydrant et un appareil de DN 100 avec un minimum de 60 m<sup>3</sup>/h ;

la capacité du réseau à assurer le débit simultané de 480 m<sup>3</sup>/h pendant une durée de deux heures minimum.

Un exemplaire de ces documents doit également être transmis à monsieur le chef du centre d'incendie et de secours de DAMMARTIN-EN-GOËLE. »

**Constats :**

Par courriel du 16 mai 2024, l'exploitant a transmis les résultats des essais effectués individuellement et en simultané sur les poteaux incendie. Cette vérification effectuée par la société SET le 24 juillet 2023 montre des résultats conformes.

Cependant, ce document n'atteste pas de la conformité des poteaux incendie avec aux normes demandées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°.11 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 2.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disponibilité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un plan de défense incendie (PDI) conforme aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, qu'il tient régulièrement à jour.

Compte tenu de la proximité de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle et de la présence au Sud du site d'une ligne haute tension (HT), ce plan comprend également une procédure d'alerte du groupe ADP et de la société RTE, en cas de sinistre sur le site.

L'exploitant élabore et formalise dans le cadre de son plan de défense incendie une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face de manière autonome aux incendies susceptibles de se produire dans la cellule dédiée aux liquides inflammables (cellule 1bis) sans prendre en compte un éventuel recours aux moyens des services publics d'incendie et de secours. Les incendies visés précédemment sont ceux pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité et de la mise en œuvre efficace des moyens nécessaires à l'extinction du scénario de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des potentiels scénarios identifiés.

Cette stratégie est soumise, avant la mise en exploitation de la cellule 1bis, à l'analyse du Service départementale d'incendie et de secours de Seine-et-Marne et transmise à l'inspection des installations classées.

<b>Constats :</b>  Par courriel du 20 juin 2024, l'exploitant a transmis le Plan de défense incendie du site.  Le document ne présente pas de procédure d'alerte du groupe ADP et de la société RTE, en cas de sinistre sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre le PDI actualisé avec l'ensemble des procédures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Isolement du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs d'isolement
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été observé la présence de cet équipement correctement signalé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Mesure de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément à l'article 24.3 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est réalisée dans les trois mois suivant la mise en service des installations. Cette mesure est ensuite effectuée tous les 5 ans.

<b>Constats :</b> Lors de la visite l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé ce contrôle pour l'instant mais il indique que celui-ci est bien prévu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra la contractualisation visant à réaliser ce contrôle et indiquera la date retenue pour le réaliser.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 14 : Étude de ruine

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation de l'étude
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant effectue et tient à la disposition de l'inspection des installations classées une étude technique démontrant que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.
<b>Constats :</b> Par courriel du 11 juin 2024, l'exploitant a transmis une attestation de non ruine en chaîne établit par la société BEMACO datée du 6 juin 2024 et signée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique durant la visite que le site comporte près de 200 caméras reliées au poste de garde. Par ailleurs le site est grillagé et dispose d'un gardien.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

